



EN ATTENDANT LE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Au cours de ces dernières semaines, nous avons vu s'accroître les incohérences au niveau de la gouvernance nationale.

Il est actuellement difficile pour un leader syndical de continuer à entretenir un dialogue fructueux avec une gouvernance totalement éclatée entre le Ministère de la Santé, le Premier Ministre et la Présidence de la République. Sans oublier un certain nombre d'intervenants politiques dans le domaine médical essayant de colmater les brèches et la fracture qui devient de plus en plus importante entre la politique de santé menée, depuis trois ans, par le Président Sarkozy et son gouvernement et les médecins libéraux.

Nous ne sommes pas naïfs, nous avons bien compris que les élections présidentielles de 2012 commencent à poser un certain nombre de problèmes et d'interrogations pour les responsables politiques de la majorité qui considèrent que, traditionnellement, les médecins et les agriculteurs font partie de leur clientèle comme nous l'a ouvertement avoué, lors de notre rencontre, le Président Sarkozy.

Plusieurs exemples de ces incohérences, le solde politique et financier de la campagne de vaccination contre la grippe H1N1 continue à susciter rapports et déclarations plus ou moins contradictoires. Le Ministère, bien sûr, minimise les coûts, d'ailleurs à ce jour de nombreuses élèves infirmières ayant été mobilisées n'ont toujours pas reçu le paiement de leurs services, ceci très vraisemblablement pour diluer, d'une année sur l'autre, le coût final de cette gabegie orchestrée par le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Intérieur. Les députés ont fait un rapport relativement soft, les sénateurs ont été beaucoup plus soucieux sur le résultat final. Il faut d'ailleurs se poser, une fois de plus, des questions sur la gestion des conflits d'intérêts entre les différents experts médicaux, l'industrie pharmaceutique et leur rôle de conseillers au niveau du Ministère. Les différentes fonctions ne sont, bien sûr, pas incompatibles, nous devrions prendre exemple sur les États-Unis où ceci a été clarifié depuis plusieurs années.

Le dernier épisode sur l'organisation ou non de salles d'injections et de prévention pour les toxicomanes montre, une fois de plus, les incohérences politiques et la difficulté d'aborder sereinement ce qui reste également un problème de santé publique pour ces populations, non seulement dans le cadre de l'addictologie, mais aussi de la transmission du VIH ou des virus des hépatites.

Dans ces conditions, comment continuer à faire notre travail quotidien de syndicaliste en l'absence de relais politiques solides et fiables. Nous sommes obligés d'adopter une attitude défensive, d'éviter les erreurs comme ce projet d'arrêté concernant à la fois la biologie et l'anatomo-cyto-pathologie qui sont deux spécialités fondamentalement différentes dans leur cursus universitaire et leur organisation. Pour construire, il nous faudra attendre le résultat du remaniement gouvernemental, pour nous, les hommes ou les femmes nommés n'ont que peu d'importance, c'est la politique suivie, la volonté de renouer avec le premier syndicat polycatégoriel de médecins libéraux et de ne pas répondre uniquement aux lobbies de quelques représentants de spécificités souvent opposées et dont la représentativité reste marginale ou de faire confiance au syndicat MG France dont le message politique et organisationnel est totalement opposé aux volontés de la grande majorité des médecins libéraux et de nos concitoyens. À travers une mise en place massive de forfaits en réduisant le paiement à l'acte, en en faisant d'ailleurs un outil pervers, comme le souligne à tort Gérard Vincent, Secrétaire Général de la Fédération Hospitalière de France, c'est tout le système de la médecine française, avec des structures libérales et hospitalières complémentaires, qui est remis en cause.

C'est le message que nous porterons au nouveau gouvernement nommé par le Président Sarkozy et nous espérons que notre voix sera d'autant plus écoutée que nous aurons été largement soutenus par le corps électoral des médecins libéraux pour les prochaines élections aux URPS. Vous allez devoir vous mobiliser d'abord, pour faire voter, ensuite, pour rappeler qu'il est impossible de soutenir ceux qui, depuis trois ans,

ont porté leur appui à la loi HPST (MG France, FMF, Bloc...) que nous découvrons chaque jour, au quotidien, tous les méfaits de cette loi que nous avons combattue et dénoncée. Mais au-delà de ce rejet, c'est également porter, pour l'ensemble des verticalités de l'U.ME.SPE./C.S.M.F., un projet cohérent et une volonté de défendre les médecins libéraux, au niveau régional, comme nous sommes les seuls à le faire avec efficacité au niveau national depuis plus de 80 ans.

La cohérence politique et le travail au quotidien de la CSMF doivent être reconnus et soutenus face aux étoiles filantes du syndicalisme, à ceux qui ne se mobilisent que dans les trois mois précédant les élections ou ceux qui ont oublié tous leurs engagements vis à vis de leurs mandants en bloquant, depuis trois ans, toutes revalorisations tarifaires.

Il est temps que l'ensemble des médecins spécialistes libéraux, représentés au Comité Directeur de l'U.ME.SPE., comprennent que nous sommes le seul lieu de travail technique et politique, au quotidien, quelles que soient les circonstances, quels que soient les gouvernements. C'est en apportant leur voix à nos listes qu'ils nous permettront de mieux les défendre, quel que soit le Ministre, quel que soit le gouvernement.

Dr. Jean François REY



ASSUMED
Scamed
assurances

Allons plus loin ensemble

Sur internet www.scamed.fr

Des **solutions** d'assurance
sur mesure adaptées à vos besoins
professionnels **et** personnels

SCAMED Assurances
15 Rue Eugène Flachat
75017 Paris
Tél : 01 55 65 05 60

Contactez un conseiller

SCAMED Caraïbes
3 rue Simon Cottrell
97233 Schoelcher - Martinique
Tél : 0596 669 994